

Conseil des droits de l'Homme
26^{ème} session (10-27 juin 2014)

Point 6 de l'ordre du jour : Examen Périodique Universel du Vietnam

Intervention orale

*d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme
et du Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme (VCHR)
lue par Vo Van Ai, Président du VCHR*

Monsieur le Président,

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et le **Comité Vietnam pour la Défense des Droits de l'Homme** se félicitent des nombreuses recommandations sur la société civile et les défenseurs des droits de l'Homme. Le Vietnam a accepté et dit avoir mis en œuvre les recommandations de la Tunisie et de l'Irlande visant à établir un environnement propice et sûr pour tous les acteurs de la société civile. Mais nous continuons de recevoir nombre de rapports de harcèlements et menaces contre eux, y compris ceux qui collaborent avec les mécanismes internationaux.

Ces derniers mois, la Sécurité a tabassé et intimidé des dizaines de blogueurs, défenseurs des droits de l'Homme et militants de la société civile pour les faire taire. Ceux qui sont emprisonnés le sont dans des conditions particulièrement dures et sont incarcérés dans des régions reculées, loin de leurs proches.

Au cours de cette répression de la liberté d'expression, au moins cinq blogueurs, journalistes en ligne et militants ont été arrêtés ou condamnés jusqu'à 15 ans de prison sur la base des articles sur la « *sécurité nationale* » du Code pénal, qui sont vagues et incompatibles avec le Pacte relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Nous citerons le cas de Truong Dinh Nhat, Pham Viet Dao et Nguyen Huu Vinh (nom de blog AnhBaSam).

Le Vietnam a accepté les recommandations de protéger la liberté religieuse, mais il continue d'imposer un système draconien d'enregistrement qui criminalise toute pratique religieuse en dehors des organismes approuvés par l'État. Thich Quang Do, chef de l'Église Bouddhique Unifiée du Vietnam, reste assigné à résidence après 30 ans de détention, et le chef de la Jeunesse bouddhiste Le Cong Cau est en résidence surveillée depuis janvier dernier pour avoir demandé un statut légal pour cette Église et envoyé un message audio à l'ONU pour l'Examen Périodique Universel.

Nous appelons le Vietnam à libérer toutes les personnes arbitrairement détenues pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions et croyances, et à respecter sa Constitution et ses engagements, en tant que membre du Conseil des Droits de l'Homme, de faire respecter au plus haut niveau les droits de l'Homme.

Pour assurer l'application effective des recommandations de l'EPU, le Vietnam devrait respecter d'urgence les droits et libertés fondamentales de ses citoyens, comme la liberté d'expression, notamment sur internet, et les libertés de religion, de réunion pacifique et d'association.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.